

N° DP 25/474

DECISION DU PRESIDENT

24MAP31- ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE DE FOURNITURE DE MATERIEL D'ACCASTILLAGE DES PORTS DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

Le Président de la Métropole

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU les articles L. 2123-1, R. 2123-1 3°, L.2125-1 1°, R.2162-1 à R.2162-6, R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la Commande Publique,

VU le décret n° 2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n° 23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU l'avis de la Commission MAPA en date du 22/04/2025,

CONSIDERANT que la présente consultation concerne un accord-cadre à bons de commande de fourniture de matériel d'accastillage des ports de la métropole Toulon Provence méditerranée

CONSIDERANT qu'il n'est pas prévu de décomposition en lots,

CONSIDERANT que le montant des prestations pour la période initiale de l'accord-cadre est défini comme suit :

Minimum annuel HT	Maximum annuel HT
5 000 € HT	40 000 € HT

CONSIDERANT qu'une consultation sous forme de procédure adaptée a été lancée en date du 10/03/2025, avec une remise des offres fixée au 03/04/2025 à 16h00,

CONSIDERANT que la publicité réglementaire a été publiée sur les sites du BOAMP et de la plateforme de dématérialisation DEMATIS,

CONSIDERANT que 13 dossiers ont été téléchargés et 2 anonymement,

CONSIDERANT qu'1 plis a été reçus dans les délais impartis,

CONSIDERANT que les membres de la commission MAPA ont décidé de classer n°1 la SAS MARE NOSTRUM COMMERCIAL sise à NICE (06200),

CONSIDERANT que la société présentait les garanties et capacités, techniques, professionnelles et financières suffisantes,

CONSIDERANT que la société ne sera attributaire du marché qu'après avoir fourni l'ensemble des pièces fiscales et sociales demandées,

CONSIDERANT qu'à défaut de production de ces pièces dans les délais impartis, le marché ne pourra pas lui être attribué,

D E C I D E

ARTICLE 1

DE CLASSER les offres comme suit :

- N°1: La SAS MARE NOSTRUM COMMERCIAL (Pli 1).

ARTICLE 2

DE CONSTATER la recevabilité de la candidature de la société la SAS MARE NOSTRUM COMMERCIAL sise à NICE (06200).

ARTICLE 3

DE SIGNER l'accord-cadre ainsi que les actes y afférents avec :

- La SAS MARE NOSTRUM COMMERCIAL pour un montant estimatif annuel de 28 856,03 € HT, étant précisé que le montant total des prestations pour la durée initiale de l'accord-cadre est défini comme suit :

Minimum annuel HT	Maximum annuel HT
5 000,00 €	40 000,00 €

ARTICLE 4

DE DIRE que l'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 1 an à compter de sa date de notification. Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre. Il est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 12 mois. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 48 mois.

ARTICLE 5

DE DIRE que les bons de commandes relatifs à cet accord-cadre pourront être émis sur les budgets annexes Ports métropolitains et Toulon port de commerce - Section : fonctionnement, exercices 2025 et suivants.

La présente Décision sera

- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le **29 AVR. 2025**

Jean-Pierre GIRARD

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée





2005-07-18 11:11

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

24MAP31- ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE DE FOURNITURE DE MATERIEL D'ACCASTILLAGE DES PORTS DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

Date et heure limites de réception des offres :

Jeudi 3 avril 2025 à 16:00

METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

Hôtel de la Métropole
107 Boulevard HENRI FABRE
CS 30536
83041 TOULON CEDEX 9
Tél : 0494938300

L'ESSENTIEL DE LA PROCÉDURE

	Objet	24MAP31- ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE DE FOURNITURE DE MATÉRIEL D'ACCASTILLAGE DES PORTS DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE
	Mode de passation	Procédure adaptée ouverte
	Type de contrat	Accord-cadre
	Délai de validité des offres	6 mois
	Forme de groupement	Aucune forme de groupement imposée à l'attributaire
	Variantes	Sans
	PSE	Sans
	Clause sociale	Sans
	Clauses environnementales	Sans
	Durée / Délai	1 an renouvelable 3 fois
	Négociation	Avec

SOMMAIRE

1 - Objet et étendue de la consultation	4
1.1 - Objet	4
1.2 - Mode de passation	4
1.3 - Type et forme de contrat	4
1.4 - Décomposition de la consultation	4
1.5 – Etendue des fournitures	4
1.6 - Nomenclature	4
1.7 - Clause de réexamen	5
1.8– Renouvellement	5
2 - Conditions de la consultation	5
2.1 - Délai de validité des offres	5
2.2 - Forme juridique du groupement	5
2.3 - Variantes	6
2.4 – Règlement Général sur la Protection des Données	6
3 - Conditions relatives au contrat	6
3.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution	6
3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement	7
4 - Contenu du dossier de consultation	7
5 - Présentation des candidatures et des offres	8
5.1 - Documents à produire	8
6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis	9
6.1 - Transmission électronique	9
6.2 - Transmission sous support papier	11
7 - Examen des candidatures et des offres	11
7.1 - Sélection des candidatures	11
7.2 - Attribution des accords-cadres	11
7.3 - Suite à donner à la consultation	12
8 - Renseignements complémentaires	13
8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact	13
8.2 - Procédures de recours	13

1 - Objet et étendue de la consultation

1.1 - Objet

La présente consultation concerne :

L'ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE DE FOURNITURE DE MATERIEL D'ACCASTILLAGE DES PORTS DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

Lieu(x) d'exécution :

Territoire de la Métropole TPM

1.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est : la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique.

1.3 - Type et forme de contrat

L'accord-cadre avec minimum et maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

Minimum HT	Maximum HT
5 000 €	40 000 €

Les montants seront identiques pour chaque période de reconduction.

Conformément à la jurisprudence Tribunal de l'UE ([TUE, 7 décembre 2020, T 536/19](#)), une offre dépassant le seuil maximum de l'accord-cadre sera regardée comme irrégulière.

1.4 - Décomposition de la consultation

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

Le pouvoir adjudicateur a décidé de ne pas lancer la consultation en lots séparés pour les motifs suivants : L'homogénéité des fournitures et les faibles quantités commandées ne permettent ni un allotissement technique ni géographique.

L'accord-cadre est attribué à un seul opérateur économique.

1.5 – Etendue des fournitures

Le montant des fournitures HT est estimé annuellement à 29.000 €HT.
Soit un montant estimé des prestations de **116 000 € HT**, toutes périodes confondues.

1.6 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal	Description
34930000-5	Équipement maritime

La nomenclature interne se décompose de la façon suivante :

Nomenclature	Libellé
35.08	MATERIELS D'ACCASTILLAGE (CHAINES, MANILLES, BOUEES DE MOUILLAGES...)

1.7 - Clause de réexamen

En cas d'identification de données personnelles, une clause de réexamen prévoit les modalités d'identification et de traitement de ces dernières conformément à l'article 16.1 du CCAP.

1.8– Renouvellement

Il s'agit d'un accord-cadre renouvelable en raison du caractère récurrent des prestations

2 - Conditions de la consultation

2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 6 mois à compter de la date limite de réception des offres.

2.2 - Forme juridique du groupement

Les entreprises ont la possibilité de soumissionner individuellement ou dans les conditions ci-dessous énumérées.

Un opérateur économique peut avoir recours aux capacités d'autres opérateurs économiques, quelle que soit la nature juridique des liens qui l'unissent à ces opérateurs.

Groupement d'opérateurs économiques

En application des dispositions des articles R. 2142-19 à R.2142-27 du Code de la Commande Publique, les opérateurs économiques sont autorisés à se porter candidat sous forme de groupement d'entreprises, de groupement solidaire ou de groupement conjoint, sous réserve du respect des règles relatives à la concurrence.

Le groupement est conjoint lorsque chacun des opérateurs économiques membres du groupement s'engage à exécuter la ou les prestations qui sont susceptibles de lui être attribuées dans le marché public.

Le mandataire du groupement conjoint est solidaire, pour l'exécution du marché public, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur.

Le groupement est solidaire lorsque chacun des opérateurs économiques membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité du marché public.

Les candidatures et les offres sont présentées soit par l'ensemble des membres du groupement, soit par un mandataire qui justifie des habilitations nécessaires pour représenter les autres membres du groupement. Un même opérateur économique ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché public.

Conformément à l'article R. 2142-24 du Code de la Commande Publique, dans les deux formes de groupements mentionnées ci-dessus, l'un des opérateurs économiques membres du groupement, désigné dans la candidature et dans l'offre comme mandataire, représente l'ensemble des membres vis-à-vis de l'acheteur et coordonne les prestations des membres du groupement.

Sans préjudice des articles L2141-13 et L2141-14 du Code de la Commande Publique, la composition du groupement ne peut être modifiée entre la date de remise des candidatures et la date de signature du marché public.

Les membres du groupement devront remettre les documents, attestations et renseignements mentionnés à l'article 5 du présent règlement de la consultation.

Toutefois, conformément à l'article R. 2142-25 du Code de la Commande Publique, l'appréciation des capacités d'un groupement d'opérateurs économiques est globale. Il n'est pas exigé que chaque membre du groupement ait la totalité des capacités requises pour exécuter le marché public.

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire de l'accord-cadre.

Le mandataire devra fournir, si le groupement est désigné attributaire, un document d'habilitation par les autres membres du groupement et précisant les conditions de cette habilitation

Sous-traitance (Pour la livraison uniquement) :

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations (et leur montant) dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire.

Conformément aux articles R. 2193-1 à R. 2193-9, l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement sont demandés dans les conditions suivantes dans le cas où la demande de sous-traitance intervient au moment du dépôt de l'offre ou de la proposition.

Le candidat fournit à l'acheteur une déclaration mentionnant :

- a) La nature des prestations sous-traitées ;
- b) Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- c) Le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
- d) Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- e) Le cas échéant, les capacités du sous-traitant sur lesquelles le candidat s'appuie.

Il lui remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction de soumissionner.

Pour satisfaire aux obligations susmentionnées, l'entreprise qui envisage dès le dépôt de son offre ou de sa proposition, de sous-traiter une partie de sa prestation complètera utilement la déclaration de sous traitance (formulaire DC4 téléchargeable à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-marches-publics>) et joindra, pour chaque sous-traitant, l'ensemble des documents, attestations et renseignements réclamés aux candidats, tels que figurant à l'article 5 du présent Règlement de la Consultation.

Lorsque le montant de la sous-traitance apparaît anormalement bas, l'acheteur met en œuvre les dispositions des articles R. 2152-3 à R. 2152-5 du Code de la Commande Publique.

La notification du marché public emporte acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

Il est toutefois précisé que l'appréciation des capacités d'un opérateur économique et de son/ses sous-traitants(s) est globale. Ainsi, il n'est pas exigé que chaque opérateur ait la totalité des capacités requises pour exécuter le marché public.

2.3 - Variantes

Aucune variante n'est autorisée.

2.4 – Règlement Général sur la Protection des Données

Les candidats déclarent parfaitement connaître et appliquer les obligations fixées par les lois et règlements applicables en matière de protection des données personnelles, notamment le règlement européen 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (RGPD).

3 - Conditions relatives au contrat

3.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 1 an à compter de sa date de notification.

Les délais d'exécution des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre.

L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 12 mois. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 48 mois.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

Chaque période en cours peut prendre fin lorsqu'est atteint :

- **soit son terme** : dans ce cas la reconduction interviendra, tacitement, sauf décision de non-reconduction prise par le pouvoir adjudicateur ;
- **soit son maximum** : la réception de la reconduction expresse déclenchera le début de la nouvelle période. L'ajustement parfait des derniers bons de commande sur le montant exact du maximum affecté à la période peut s'avérer techniquement impossible. C'est pourquoi le maximum est considéré comme « atteint » lorsque le montant résiduel de commande sur la période ne permet plus la passation d'un bon de commande correspondant à l'exécution normale de l'accord-cadre considéré.

Dans ce dernier cas, la durée totale de l'accord-cadre considéré sera réduite d'autant et s'il s'agit de la dernière période, l'accord-cadre considéré s'achèvera. Le montant total de l'accord-cadre considéré n'en sera pas modifié.

3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement

Les prestations seront financées selon les modalités suivantes : **15-Budget annexe des ports métropolitains et 30-Budget annexe Toulon Port de commerce.**

Modalités de paiement :

Articles R.2191-1 à R.2191-61 du code de la Commande Publique

Conditions du C.C.A.G.-FCS.

Cession ou nantissement du marché considéré et recours au crédit OSEO possible.

Les sommes dues au(x) titulaire(s) de l'accord-cadre seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au CCAP, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

4 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (RC) et son annexe "Liste des documents à fournir par l'attributaire"
- L'acte d'engagement (AE)
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes :
 - Annexe 1 : "Protection des données personnelles"
 - Annexe 2 : "Désignation des co-traitants et répartition des prestations"
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
- Le bordereau des prix unitaires (BPU) valant détail estimatif non contractuel
- Le cadre de mémoire technique
- Le kit SPASER

Il est remis gratuitement à chaque candidat.

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 8 jours calendaires francs avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

5 - Présentation des candidatures et des offres

Le pouvoir adjudicateur applique le principe "Dites-le nous une fois". Par conséquent, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Les renseignements et documents auxquels renvoient les candidats devront avoir été fournis dans le cadre de candidature à des marchés relatifs à des prestations de même nature et pour lesquels des niveaux de capacités identiques étaient demandés, tels qu'illustrés ci-dessus, sous peine de voir leur candidature déclarée irrecevable

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

5.1 - Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Une lettre de candidature précisant si le candidat se présente seul ou en groupement, la nature du groupement ainsi que l'identité de son mandataire	Non
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner	Non
Les documents relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée pour engager le candidat	Non
En cas de cotraitance, l'habilitation du mandataire à engager la (les) société(s) cotraitante(s)	Non

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés	Signature
<p>Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles ;</p> <p>La capacité financière peut être prouvée par tout autre moyen que la remise des Chiffres d'affaires : déclaration appropriée de banques, preuve d'une assurance des risques professionnels pertinents...</p> <p>Conformément aux dispositions de l'article 3 de l'ordonnance n°2020-738 du 17 juin 2020 portant diverses mesures en matière de commande publique : l'acheteur ne tient pas compte de la baisse du chiffre d'affaires intervenue au titre du ou des exercices sur lesquels s'imputent les conséquences de la crise sanitaire liée à l'épidémie de covid-19. Ces dispositions s'appliquent jusqu'au 31 décembre 2023.</p>	Non

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise

:

Libellés	Signature
Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat au titre de la dernière année	Non
Liste des principales prestations effectuées au cours des trois dernières années prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration du candidat.	Non
Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du contrat	Non

Pour présenter leur candidature, les candidats peuvent utiliser le Document Unique de Marché Européen (DUME) en version électronique disponible sur le profil acheteur : <https://www.marches-publics.info>.

Ils peuvent aussi utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat). Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Conformément à l'article R2143-13 du Code de la Commande Publique, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve que l'acheteur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

Les candidats indiqueront donc le cas échéant dans leur dossier de candidature :

- les informations nécessaires à la consultation de l'organisme officiel ou de l'espace de stockage numérique
- la liste des documents qui seront consultables.
- Le n° et l'objet de la précédente consultation comportant des documents et renseignements toujours valables.

Pièces de l'offre :

Libellés	Signature
L'acte d'engagement (AE)	Non
Le bordereau des prix unitaires (BPU) valant détail estimatif non contractuel (DENC)	Non
Le mémoire technique selon cadre joint au DCE dûment complété du lot concerné	Non

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

6.1 - Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://metropoletpm.e-marchespublics.com/>.

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique ou sur support papier. Cette copie est transmise sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée.

Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencée avant la clôture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde devra parvenir, au plus tard à la date et heure limite de remise des offres indiquée en page de garde du présent règlement de la consultation, à l'adresse suivante :

METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

Hôtel de la Métropole
Direction de la Commande Publique
107 Boulevard HENRI FABRE
CS 30536
83041 TOULON CEDEX 9

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

La signature électronique des documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

La signature électronique du contrat par l'attributaire est exigée dans le cadre de cette consultation.

Pour signer électroniquement, le candidat peut utiliser l'un des trois formats de signature autorisés par la réglementation (XAdES, CAdES ou PAdES). Le pouvoir adjudicateur préconise toutefois l'utilisation d'une signature électronique au format pAdES.

Après attribution, les candidats sont informés que l'offre électronique retenue sera transformée en offre papier, pour donner lieu à la signature manuscrite du marché par les parties.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

Coordonnées du support DEMATIS :

Assistance aux « Entreprises » : 01 72 36 55 48 du lundi au vendredi de 8h30 à 13h et de 13h30 à 18h (vendredi 17h) - Adresse email : support@dematis.com

Le candidat est invité à créer son "Espace entreprise" sur la plateforme DEMATIS (<https://metropoletpm.e-marchespublics.com/>). Sur cette plateforme, le candidat pourra retrouver l'ensemble de ses retraits de dossier de consultation. L'inscription est un préalable obligatoire pour correspondre avec le pouvoir adjudicateur lors de chaque consultation (Questions/Réponses, Dépôt de candidatures et offres...). Elle permet également de bénéficier d'un service d'alertes sur les consultations (précisions, modifications, reports des délais...).

Par conséquent, il est recommandé d'indiquer une adresse mail durable pendant toute la durée de la procédure, en priorité l'adresse de l'interlocuteur principal du candidat, ainsi que la ou les adresses de remplacement en cas d'absence de ce dernier. Le candidat ne pourra porter aucune réclamation s'il ne

bénéficie pas de toutes les informations complémentaires diffusées par la plateforme lors du déroulement de la consultation, en raison d'une erreur qu'il aurait faite dans la saisie de son adresse, ou en cas de suppression de ladite adresse.

Concernant les pièces listées dans l'annexe du présent règlement de la consultation « Documents à fournir par l'attributaire », vous pourrez, si vous disposez d'un coffre-fort électronique, indiquer au Pouvoir Adjudicateur l'adresse URL dédiée.

L'ensemble de ces services est fourni gratuitement au candidat



Pensez à anticiper votre dépôt plusieurs heures avant l'heure limite

6.2 - Transmission sous support papier

Le pouvoir adjudicateur impose la transmission des plis par voie électronique pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

La remise d'une offre papier entrainera son rejet sans régularisation.

7 - Examen des candidatures et des offres

7.1 - Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

L'acheteur peut décider d'examiner les offres avant les candidatures.

7.2 - Attribution des accords-cadres

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière ou inacceptable pourra être régularisée pendant la négociation, et que seule une offre irrégulière pourra être régularisée en l'absence de négociation. En revanche, toute offre inappropriée sera systématiquement éliminée.

Toute offre demeurant irrégulière pourra être régularisée dans un délai approprié.

La régularisation d'une offre pourra avoir lieu à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Critères	Pondération
1-Prix des prestations	70.0 %

<p>2-Valeur technique</p> <p>Qualité de la méthodologie détaillant chronologiquement les différentes étapes du traitement de la commande (de l'émission du bon de commande jusqu'à la livraison), avec indications des moyens matériels et humains nécessaires pour la livraison des fournitures suivantes , dans un délai de 15 jours calendaires maximum conformément à l'article 9 du CCAP</p> <ul style="list-style-type: none"> - 1 ligne de mouillage (Poste 1O1) - 1 Kit de mouillage (Poste 1P01) - 1 ancre grappin repliable 4 KG (Poste 1M02) - 1 Pare battage sphère diam 35 cm (Poste 2C16) - 1 Tresse flottante réglementaire DIA 08 couleur orange 30M (Poste 2C23) 	<p>30.0 %</p>
---	---------------

➤ **Critère 1 : Prix des prestations au regard du BPU valant DENC**

Le prix des prestations est noté par une note N1 calculée de la manière suivante :

$$N1 = 70 \times (\text{Offre MD} / \text{Offre})$$

Dans cette formule :

Offre = Offre du candidat pour lequel on calcule la note N1

Offre MD = offre du moins disant

Soit une note N1 de 70 Points maximum

Pour l'appréciation du prix des prestations, le montant pris en compte est le montant total du détail estimatif non contractuel.

➤ **Critère 2 : Valeur technique**

La valeur technique est appréciée au regard du mémoire justificatif de l'offre rédigé selon le cadre joint au DCE du lot considéré et visé à l'article 5.1 du règlement de la consultation. Elle est notée de la façon suivante :

Dans le cas où la meilleure offre technique obtient une note inférieure à 30 points, elle se verra attribuer la note maximale et donc les autres offres techniques bénéficieront d'un ajustement de points selon la méthode suivante : $30 \times (\text{note du candidat évalué} / \text{note du candidat ayant obtenu la meilleure note})$

Soit une note N2 maximum de 30 points.

La note globale est donnée par la formule suivante :

$$NG : N1 + N2$$

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées entre les indications portées sur le bordereau des prix unitaires et le détail estimatif non contractuel, le bordereau des prix prévaudra et le montant du détail estimatif non contractuel sera rectifié en conséquence.

7.3 - Suite à donner à la consultation

Après examen des offres, le pouvoir adjudicateur engagera des négociations. Toutefois, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales, sans négociation.

S'il est décidé de négocier, la négociation se déroulera, le cas échéant, par phases successives, de manière à réduire le nombre d'offres à négocier, en appliquant les critères d'attribution et de la façon suivante :

1°) Un classement provisoire des offres initiales est établi selon les critères d'attribution.

2°) Une première phase de négociation est réalisée avec tous les candidats. Si des offres irrégulières ou inacceptables ont été proposées, cette première phase permet de les rendre régulières.

Les candidats sont invités à remettre leur offre. Un deuxième classement est établi.

3°) Une deuxième phase de négociation est engagée, le cas échéant, avec les 3 candidats ayant présenté la meilleure offre (sous réserve d'un nombre d'offres suffisant).

4°) Le classement final est établi à l'issue de cette 2eme phase de négociation.

La négociation se déroulera sous forme d'échange de courriers (courriel, fax, lettre..) ou de rendez-vous individuel entre les candidats et la métropole TPM.

Cette négociation peut porter sur tous les éléments de l'offre, y compris sur la valeur technique.

En revanche, les offres inappropriées seront éliminées conformément à l'article R2152-1 du Code de la Commande Publique.

Entreprises et établissements français :

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire le temps que le Pouvoir Adjudicateur obtienne, conformément à l'Article L113-13 du code des relations entre le public et l'administration et aux dispositions du décret n° 2019-33 du 18 janvier 2019, les certificats et attestations des articles R2143-6 à R2143-10 du Code de la Commande Publique.

Entreprises et établissements étrangers :

Les entreprises étrangères produiront dans un délai approprié fixé par pouvoir adjudicateur les pièces visées aux articles R2143-6 à R2143-10 du Code de la Commande Publique.

Les documents visés ci-dessus établis par des organismes étrangers sont rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français.

Dans tous les cas :

Conformément aux dispositions de l'article R2144-7 du Code de la Commande Publique, si une candidature est déclarée irrecevable, le candidat est éliminé.

Dans ce cas, le candidat ou le soumissionnaire dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne se voit appliquer les mêmes modalités de vérification de sa candidature que celles exposées ci-dessus. Si nécessaire, cette procédure peut être reproduite tant qu'il subsiste des offres qui n'ont pas été écartées au motif qu'elles sont inappropriées, irrégulières ou inacceptables.

La liste des pièces à fournir par l'attributaire figure en annexe 1 du présent règlement de la consultation.

8 - Renseignements complémentaires

8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <https://metropoletpm.e-marchespublics.com/>

Cette demande doit intervenir au plus tard 12 jours calendaires francs avant la date limite de remise des plis.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 8 jours calendaires francs au plus tard avant la date limite de remise des plis.

Les documents de la consultation sont communiqués aux candidats dans les 8 jours calendaires francs qui suivent la réception de leur demande.

8.2 - Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :
Tribunal Administratif de Toulon

5 rue Racine
BP 40510
83041 TOULON CEDEX 9

Tél : 04 94 42 79 30
Télécopie : 04 94 42 79 89
Courriel : greffe.ta-toulon@juradm.fr
Adresse internet(U.R.L) : <http://toulon.tribunal-administratif.fr>

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :
Tribunal Administratif de Toulon
5 rue Racine
BP 40510
83041 TOULON CEDEX 9

Tél : 04 94 42 79 30
Télécopie : 04 94 42 79 89
Courriel : greffe.ta-toulon@juradm.fr
Adresse internet(U.R.L) : <http://toulon.tribunal-administratif.fr>

Précisions concernant le(s) délai(s) d'introduction des recours :

- un recours en référé précontractuel avant la signature du marché, par application des articles L.551-1 à L.551-12 du Code de Justice Administrative,
- un référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA.
- un recours en contestation de la validité du contrat vous est ouvert, devant le même tribunal, dans les deux mois qui suivent la publication de l'avis d'attribution du marché.

Le tribunal administratif peut-être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse internet www.telerecours.fr
En cas de difficultés survenant lors de la procédure de passation, l'organe chargé de jouer le rôle de médiateur est :
Comité Consultatif de Règlement Amiable des différends CCRA
Place Felix BARET
CS 80001
13282 MARSEILLE CEDEX 06
Tél : 04.84.35.45.54
Courriel : catherine.pietri@paca.gouv.fr